

Mario Proulx (Radio-Canada) : *On a eu l'impression, quand la nouvelle a été annoncée, que l'abandon des sous-marins nucléaires était en quelque sorte politique mais symbolique dans le sens où c'est impossible de couper l'aide à l'étranger, de couper les programmes de garderie pour enfants et de construire des sous-marins nucléaires. Est-ce que c'est vraiment une question d'ordre financier ou est-ce une question d'ordre symbolique ?*

Kenneth Calder : L'annulation des sous-marins tient essentiellement à des raisons financières et ici, il faut se méfier, car il ne s'agit pas simplement de chercher à faire des économies pendant les cinq premières années du budget de défense. Bien entendu, personne n'ignore que les dépenses engagées pour cette période n'étaient, de toute façon, pas considérables dans le cas des sous-marins. D'un point de vue financier, c'est l'ampleur de la dépense totale à plus long terme qui faisait problème. Le gouvernement n'était pas prêt, vu les incertitudes financières à plus longue échéance, à s'engager à déboursier une somme pareille dans les dix dernières années du programme de défense.

Jack Spearman (Calgary Herald) [par relais audio, depuis Calgary] : *Les participants pourraient-ils me dire quelles vont être, à leur avis, les répercussions de l'annulation du programme des sous-marins sur la crédibilité du Canada, si celui-ci devait à l'avenir avoir à faire d'autres achats d'équipement ? Je me demande très honnêtement qui va se donner la peine de soumissionner pour quoi que ce soit après ce qui vient de se passer. Les Français et les Britanniques ont investi beaucoup de temps et d'argent, pour s'entendre dire à la dernière minute que le Canada annulait tout parce qu'il avait changé d'idée.*

Bernard Wood : Voilà en fait la question probablement la moins intéressante qui ait été posée pendant tout ce débat. Je ne m'adresse pas à vous en particulier, M. Spearman, mais c'est la question à la mode, que tout le monde se pose. Et il me semble très intéressant de souligner qu'au moment où l'idée des sous-marins a été lancée pour la première fois, nos alliés l'ont presque tous trouvée ridicule, sauf un ou deux; mais ils ont paru changer radicalement d'opinion quand ils ont entrevu les possibilités sur le plan commercial, et ils nous disent maintenant que toute notre crédibilité dépend de ces sous-marins... J'ai parlé à des planificateurs de l'OTAN, qui m'ont dit que, du point de vue de la position militaire globale de l'Alliance, l'acquisition de sous-marins par notre pays ne revêtait pratiquement aucune importance...

John Marteinson (Revue canadienne de défense) : *Je suis un peu surpris de voir à quel point vous [Kenneth Calder] et, soyons honnêtes, de nombreux autres représentants du ministère de la Défense nationale, insistez pour nous faire croire que le Livre blanc incarne toujours la politique gouvernementale. En fait, depuis la publication du budget, la quasi-totalité des principaux volets de ce document a été désavoué de facto... Pouvons-nous attendre du ministère de la Défense nationale qu'il nous redise de façon cohérente où nous en sommes vraiment à ce sujet et, dans l'affirmative, quand va-t-il le faire ?*

Kenneth Calder : Ce que le gouvernement a dit, c'est que les paramètres du Livre blanc restent inchangés, qu'ils correspondent encore à sa politique. Vous vous êtes surtout attachés aux programmes qui ont été exposés dans le Livre blanc précisément pour nous permettre d'atteindre ces objectifs. Le gouvernement dit la chose suivante : les objectifs restent valables. Je m'explique : en dépit de ces compressions budgétaires, la politique canadienne en matière de sécurité va continuer de reposer sur les trois piliers que sont la défense et la sécurité collective, la limitation des armements et le désarmement, et le règlement pacifique des différends... Les programmes qui ont été reportés et supprimés ne l'ont pas été pour des raisons politiques, ou parce que les objectifs ont changé, mais parce qu'il n'y a pas d'argent.

Si la situation mondiale avait suffisamment changé depuis 1987 pour justifier une analyse stratégique entièrement nouvelle alors, nous pourrions peut-être envisager d'écrire un nouveau Livre blanc. Or, nous estimons que cela n'est pas encore le cas. Contrairement à ce que disent un grand nombre de ses critiques, le ministère de la Défense nationale admet que les choses ont changé depuis 1987, qu'elles ne sont plus ce qu'elles étaient dans les relations Est-Ouest, en Union soviétique, etc... Mais à notre avis, elles n'ont pas changé au point de justifier pour l'instant un nouveau Livre blanc.

Paul Mooney (La Presse canadienne) : *M. Hampson, vous avez évoqué les forces de maintien de la paix et leur rôle en Europe. Y aurait-il, à votre avis, moyen de rationaliser la mission confiée aux Forces canadiennes ? Dans quelle mesure pensez-vous qu'elles soient déjà trop peu nombreuses par rapport au travail à effectuer ? Et que pourrions-nous faire pour remédier à cela ?*

Fen Hampson : Je suis d'accord avec vous pour dire que nous n'avons plus beaucoup de marge de manoeuvre et que nous allons en avoir encore moins dans les années à venir. Je ne suis pas d'accord avec M. Ross. Je ne pense pas que l'influence d'un pays dans la collectivité internationale soit fonction de sa contribution financière, que ce soit à la défense de l'OTAN, au maintien de la paix ou à autre chose. Voilà une conception de l'influence qui ressemble à celle d'un comptable...

Je pense que la plus grave menace qui pèse actuellement sur la sécurité internationale ne réside pas dans le conflit Est-Ouest. Certes, il y aurait là des possibilités de menaces, mais en réalité, ce qui met vraiment la sécurité internationale en péril, ce sont les conflits régionaux, à savoir les conflits qui éclatent pour la plupart dans le tiers-monde... Un grand nombre d'entre eux tiennent à des problèmes économiques et sociaux; par conséquent, il est important que nous ne réduisions pas notre aide au développement, au moment justement où beaucoup de ces problèmes s'aggravent au lieu de se résorber.

Mark Clark (Maclean's) : *Je suis frappé de constater que les militaires canadiens se sont toujours efforcés d'imiter à plus petite échelle les grandes puissances militaires en gardant une armée, une marine et une aviation raisonnablement complètes... Seulement, je me demande s'il ne serait pas temps de renoncer à cette fiction et, peut-être, d'en jeter un peu par-dessus bord, de reconnaître que nous ne pouvons pas tout faire et conserver cette miniature des grandes puissances militaires du monde.*

Douglas Ross : Je pense que vous avez tout à fait raison – il faut se délester de quelques sacs, si je puis dire, et peut-être que les forces terrestres ne vont plus servir

désormais qu'à assurer le maintien de la paix à l'échelle internationale. Mais est-ce qu'on va nous donner les moyens de transport dont nous avons besoin pour emmener nos forces en Europe ? Non, certainement pas, du moins pas d'ici les quelques prochains budgets de ce gouvernement. L'Amérique du Nord est-elle plus menacée qu'auparavant sur le plan militaire ? Je le crois. En fait, la défense aérienne va se révéler être un véritable trou noir, qui va très probablement engloutir la totalité du budget de défense d'ici la fin du siècle. D'autant plus que le projet de mise au point des missiles de croisière avance à grands pas... Alors, nous allons avoir impérativement besoin d'un minimum de défense aérienne... Sinon, nous pourrions toujours demander aux Américains de renforcer considérablement leur présence sur notre territoire pour nous fournir cette défense minimale.

Kenneth Calder : Je ne pense pas que nous soyons en position de jeter quoi que ce soit par-dessus bord. Je crois que nous allons probablement devoir faire les choses à une échelle un peu moins grande que prévu. Comment un pays bordé de trois océans, qui a le littoral le plus long du monde, peut-il se passer de marine par exemple ? Comme Doug le faisait remarquer tout à l'heure, nous sommes effectivement menacés par les bombardiers et les missiles de croisière soviétiques. Comment le Canada peut-il se passer de défense aérospatiale et d'une forme ou d'une autre de forces aériennes... ? Si nous n'avions rien d'autre au monde, nous voudrions probablement avoir une aviation, ne serait-ce que pour savoir ce qui se passe à l'intérieur du pays... Comment pouvons-nous réduire nos effectifs en Europe alors que nous appartenons à une alliance collective sur laquelle pèse une menace conventionnelle d'envergure venant surtout du théâtre européen... et plus particulièrement dans le contexte des négociations de la limitation des armements qui se déroulent actuellement en Europe ? Même au Canada, les partisans de la limitation des armements reconnaissent qu'il est important de laisser nos forces en Europe et de continuer à faire partie de l'équation européenne. □

